



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2008 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière d'argile exploitée par la société EDILIANS sur le territoire de la commune de Leguevin lieu-dit « Lengel »**

**1 / 49**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R.181-45, R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2008 portant autorisation d'exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de Leguevin lieu-dit « Lengel » par la société IMERYS TC pour une surface autorisée de 36 ha 21 a 15 ca ;

Vu le courrier préfectoral du 17 mai 2019 prenant acte du changement de dénomination sociale de la société IMERYS TC devenue société EDILIANS suite à l'évolution de son actionnariat ;

Vu la demande, de la société EDILIANS sise 65 chemin du Moulin Carron 69570 DARDILLY, reçue le 14 octobre 2022 et considérée complète, d'examen au cas par cas relative à une demande de modification des conditions d'exploitation et de la remise en état de la carrière d'argile qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Leguevin, route de la Salvetat 31 490 Leguevin, et enregistrée sous le numéro n° 2022-915 ;

Vu la décision de non-soumission à évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement en date du 9 janvier 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 février 2023 ;

Considérant que la demande de modification des conditions d'exploitation et de réaménagement de la carrière susvisée ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement ;

Considérant le porter à connaissance produit par l'exploitant afin d'appréhender le projet et le réaménagement envisageable ainsi que les incidences de ces modifications ;

Considérant que la modification des conditions d'exploitation et de réaménagement n'entraîne pas d'incidences supplémentaires par rapport à celles générées actuellement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société EDILIANS , par courrier en date du 20 mars 2023, notifié le 29 mars 2023 ;

Considérant que la société EDILIANS n'a pas transmis d'observation sur le projet d'arrêté dans le délai réglementaire de 15 jours ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup> :**

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2008 est modifié comme suit :

La société EDILIANS, dont le siège social est 65 chemin du Moulin Carron 69570 DARDILLY, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argile située sur la section cadastrale AK pour les parcelles visées ci-dessous :

Commune	Section	N° de parcelle	Lieu-dit	Superficie totale de la parcelle (m²)	Surface concernée par l'autorisation (ha) (mesurée sur plan)
Léguevin	AK	12	Le Sourdet	37 180	3,7
		14 pp	Lengel	16 390	1,6
		15		37 210	3,7
		16		46 960	4,7
		17		5 440	0,5
		18		1 000	0,1
		19		6 020	0,6
		20		7 830	0,8
		21		10 630	1,0
		22		19 700	1,9
		23		10 620	1,0
		24		7 850	0,7
		85 pp	Mulatle	50 500	3,8
		90 pp		690	0,03
		91 pp		21 540	2,0
		92		8 810	0,9
		93		600	0,06
		94		17 960	1,8
		95		3 060	0,3
		96		4 100	0,4
		97		340	0,03
		98		11 790	1,1
		123 pp		30 550	1,1
		124		2 170	0,2
		125 pp		1 738	0,1
		99	Lapleau	1 600	0,1
100 pp	21 740	2,1			
101 pp	17 580	0,3			
104 pp	21 440	1,3			
105 pp	15 380	0,3			
TOTAL				438 418 m²	36,2 ha

La superficie autorisée de ces parcelles est de 36 ha 21a 15ca.

## Art.2. : Remblayage

L'article 22.1 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2008 est modifié comme suit :

« Le remblaiement partiel du site se fait avec les stériles calcaires des argiles et sables impropres à la fabrication des tuiles et les déchets cuits provenant des rebuts de l'usine ainsi que des déchets inertes extérieurs en provenance du chantier du métro toulousain.

Les parties remblayées de la carrière ne doivent pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

- Stockage des déchets inertes et des terres non polluées :

Des matériaux inertes d'origine extérieure sont accueillis sur le site et utilisés pour créer une plate-forme technique. Les matériaux inertes extérieurs proviennent des déchets inertes non valorisables du chantier du métro toulousain. Les matériaux externes à la carrière et admis dans ce projet de remblaiement concernent uniquement les déblais issus du creusement des stations de métro, en excluant la tranche superficielle de 0 à 3 m, potentiellement polluée par les activités anthropiques. Les matériaux issus du creusement des tunneliers sont également exclus.



L'apport de matériaux inertes extérieurs est de 250 000 t/an, soit 500 000 t au total pendant les années d'exploitation nécessaires au chantier exceptionnel visé ci-dessus.

Les installations de stockage de déchets inertes sont gérées et entretenues de manière à assurer leurs stabilités physiques et à prévenir toute pollution. Pour cela, l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriées les quantités et les caractéristiques des matériaux stockés, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage des déchets inertes correspondant aux données figurant sur le registre.

- Accueil des matériaux inertes :

L'admission des matériaux inertes est subordonnée au respect des dispositions des arrêtés ministériels du 22 septembre 1994 et du 12 décembre 2014 susvisés et notamment :

- les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination ;

- le déchargement et le tri sont effectués sur une aire prévue à cet effet afin de vérifier la nature des matériaux avant d'être repris pour être acheminés vers la verse ;

- une benne pour la réception des refus est mise en place.

L'exploitant tient à jour un registre déchets, éventuellement sous format électronique, conforme aux prescriptions édictées dans l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

L'apport d'amiante est interdit.

L'exploitant enregistre également les refus d'acceptation des déchets inertes (entreprises émettrices des déchets, quantité, type de déchets).

### **Art.3. : Remise en état**

L'article 22.2 - 1 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2008 est modifié comme suit :

« La remise en état du site est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation ainsi qu'au dossier déposé par la société EDILIANS, reçu le 14 octobre 2022, relatif à sa demande de modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière d'argile (accueil de matériaux inertes extérieurs et création d'une verse pour plate-forme technique). Elle doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation. »

### **Art.4. : Garanties financières**

L'article 33 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2008 est modifié comme suit :

« Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, les montants des garanties financières retenus sont égaux au montant maximal, calculé par période, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à ladite période.

Phases	Montant en € TTC
3 : année 2018-2023	957729
4 : année 2023-2028	769616
5 : année 2028-2033	711221
6 : année 2033-2038	679610

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal aux sommes correspondantes fixées ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite. »

**Art.5. : Annexe**

Le plan de remise en état de la carrière figurant en annexe de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2008 est remplacé par celui annexé au présent arrêté.

**Art.6. :** Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art.7. :** Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1er du code de l'environnement.

**Art.8. :** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

**Art.9. :** Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Lèguevin et peut y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de Lèguevin pendant une durée minimale d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

**Art.10. –** Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Lèguevin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société EDILIANS.

Fait à Toulouse, le

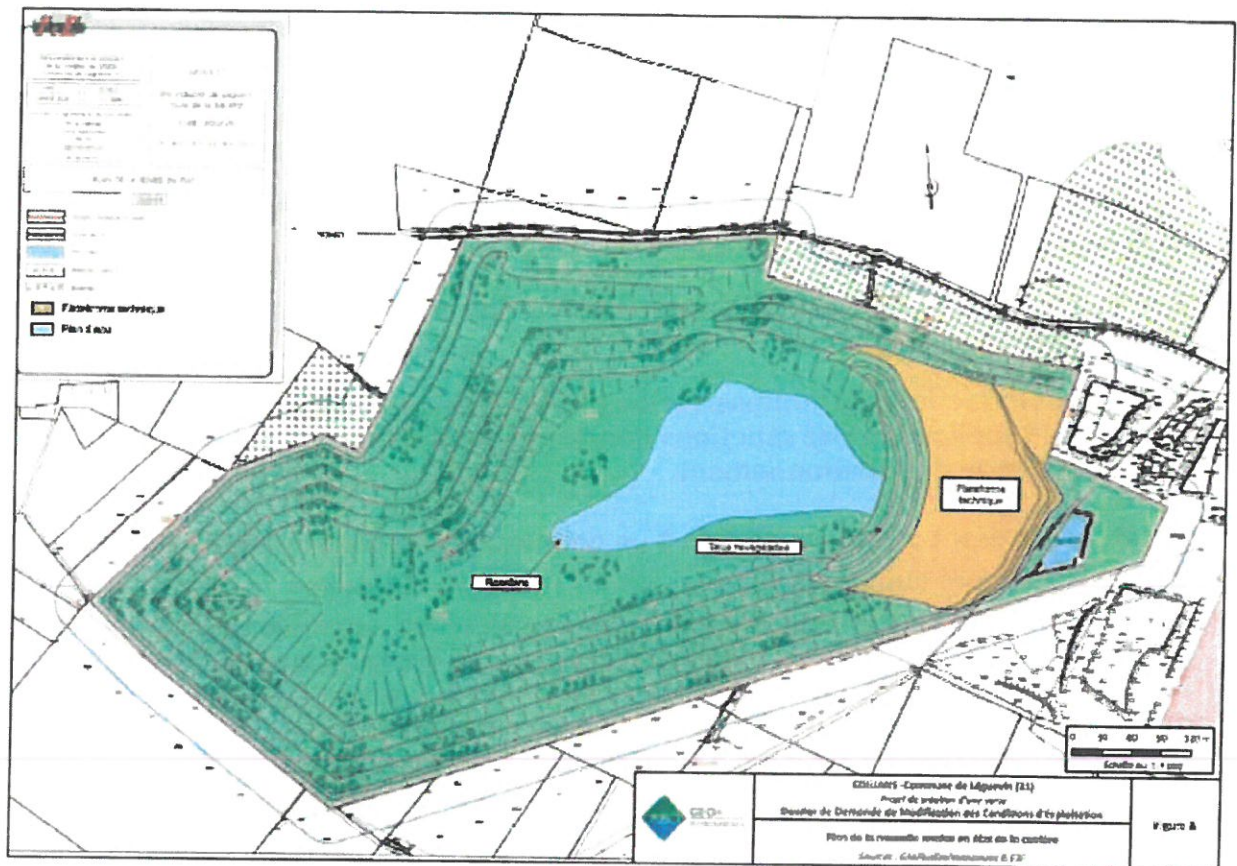
21 AVR. 2023

Pour le Préfet et par délégation  
la Secrétaire Générale Adjointe  
la Sous-préfète à la ville

Annexe : Plan de remise en état du site finale



## Annexe : plan de remise en état du site finale



21 AVR. 2023

Pour le Préfet et par délégation  
la Secrétaire Générale Adjointe  
la Sous-préfète à la voirie

Hélène LESTARQUIT